

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE - SOLIDARITE



RAPPORT SUR LES DELAIS DANS LA CHAINE D'EXECUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE

DECEMBRE - 2023

MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

TABLE DES MATIERES

I.	Situation des délais d'exécution en octobre 2023	2
II.	Commentaires portant sur les résultats de l'analyse	8
A.	PHASE ADMINISTRATIVE	8
1.	Engagement	8
2.	Liquidation	10
3.	Ordonnancement/Mandatement	11
B.	PHASE COMPTABLE	11
1.	Prise en charge comptable de la dépense :	11
2.	Emission des ordres de virement (OV) ou de paiement (OP) :	11
3.	Paiement	12
III.	Analyse de l'évolution des paiements par rapport aux engagements	16

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Situation des délais d'engagement	2
Tableau 2 :	Synthèse issue de la chaîne des dépenses.	12
Tableau 3 :	Situation des dossiers engagés par ministère/institution.	13
Tableau 4 :	Données sur les engagements et les paiements depuis janvier	17

LISTE DES FIGURES

Figure 1:	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Octobre 2018-2023)	9
Figure 2 :	SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2023	10
Figure 3 :	EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS	17

INTRODUCTION

En application de l'instruction conjointe N°003/MB/MEF/2017 du 12 avril 2017, fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire, la Direction Nationale des Systèmes Informatiques produit mensuellement les statistiques de fluidité des dossiers dans la chaîne d'exécution de la dépense publique. Ces données sont communiquées à la Direction Générale du Budget pour la production d'un rapport mensuel à l'attention du Ministre du Budget et du Ministre de l'Économie et des Finances.

I. SITUATION DES DELAIS D'EXECUTION EN DECEMBRE 2023

L'exécution des dépenses du budget de l'Etat se décline en deux grandes phases (administrative et comptable). La phase administrative concerne : l'engagement, la liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement. La phase comptable regroupe la prise en charge de la dépense par un comptable public et le paiement de la dépense.

Les phases et étapes énumérées ci-dessus sont encadrées par des délais comme l'illustre le tableau présentant les délais d'exécution en décembre 2023.

Le tableau ci-dessous présente les différentes étapes du processus d'exécution de la dépense publique, il précise les délais impartis à chaque étape, comme l'indique l'instruction conjointe sur les délais d'engagement de la dépense.

Tableau 1 : Situation des délais d'engagement

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence	Délais observés
PHASE ADMINISTRATIVE				
I. L'ENGAGEMENT				
Décision d'engagement				
01	Décision d'engagement	Ordonnateur, ordonnateur-délégué	5 jours	73,8% (794 dossiers sur 1 076 ≤ à 5 jours)
02	Préparation des documents en appui à la décision d'engagement	DAF		

03	Saisie de la décision d'engagement	DAF		
04	Transmission du dossier d'engagement au CF	DAF		
Contrôle et validation du dossier d'engagement				
01	Réception du dossier par les services du CF	Agent du Contrôle Financier (CF)	1 jour	0
02	Affectation du dossier pour étude	CF	4 jours	80,5% (1 138 dossiers sur 1 413 ≤ à 4 jours)
03	Etude du dossier (ajournement ou acceptation)	Agent du CF		
04	Validation (ajournement ou acceptation) ou rejet	CF		
05	Transmission au DAF du dossier d'engagement accepté	CF		

Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés	
II. LA LIQUIDATION				
01	Réception du dossier d'engagement accepté par le CF	DAF	1 jour	0% <i>(Aucun des 1 134 dossiers n'a été traité dans un délai ≤ à 1 jour)</i>
Actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses				
02	Mise en demeure du prestataire/fournisseur pour livrer ou attente livraison conformément aux délais de la lettre de marché	DAF	1 jour à compter de la réception du dossier d'engagement validé par le CF	N/A
03	Livraison /prestation par le prestataire ou le fournisseur	Prestataire/ fournisseur	Dans les limites des délais contractuels	N/A
04	Convocation de la commission de réception	DAF	1 jour après la livraison/prestation	N/A
05	Réception conforme de la prestation ou des fournitures	Commission de réception en présence du DAF	2 jours à compter de la date de la réception conforme	N/A
06	Etablissement du PV de réception conforme	Commission de réception		
07	Constitution du dossier de réception et transmission à l'ordonnateur pour certification du service fait	DAF	1 jour à compter de la date de réception du PV de réception conforme	N/A
08	Certification du service fait	Ordonnateur/ordonnateur délégué	2 jours à compter de la date de transmission du dossier	N/A
Actes posés par l'ordonnateur/DAF dans le circuit informatisé de la chaîne des dépenses				

09	Création du dossier de liquidation, saisie des pièces de liquidation et transmission du dossier au CF	DAF	5 jours	30,4% (333 dossiers sur 1 134 % ≤ à 5 jours)
10	Saisie des pièces de liquidation	DAF		
11	Transmission du dossier de liquidation au CF	DAF		
Contrôle de la liquidation				
01	Réception du dossier de liquidation	Agent du CF	4 jours	96,1% (467 dossiers Sur 486 ≤ à 4 jours)
02	Etude du dossier de liquidation	Agent du CF		
03	Validation ou rejet du dossier de liquidation	CF		
04	Transmission dossier de liquidation validé au DAF	CF		
05	Réception par le DAF du dossier de liquidation validé transmis par le CF	DAF	1 jour	0% (aucun dossier sur les 486 n'a été traité dans un délai < à 1 jour)

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de	Délais
--	-------------------------	---------	-----------	--------

			référence	observés
III. L'ORDONNANCEMENT/LE MANDATEMENT				
Ordonnancement ou mandatement des dépenses				
01	Réception du dossier de liquidation validé	DAF	1 jour	0 % (aucun dossier sur les 1 490 n'a été traité dans un délai < à 1 jour)
02	Edition du mandat de paiement et des autres états l'accompagnant	DAF	5 jours	72,8 % (1 084 dossiers sur les 1 490 ont été traités dans un délai ≤ à 5 jours)
03	Soumission du mandat de paiement à la signature de l'ordonnateur	DAF		
04	Signature du mandat	Ordonnateur ou ordonnateur-délégué		
05	Transmission du dossier physique de mandatement à la Division des ordres de recettes/DNB	DAF		
Emission des ordres de recettes sur les dossiers de dépenses hors circuit de la dépense				
01	Réception du dossier physique de mandatement	Chef de division des ordres de recettes/DNB	2 jours	N/A
02	Etude et émission des ordres de recettes	Chef de division des ordres de recettes/DNB		
03	Transmission du dossier de mandatement et les ordres de recettes au DAF	Chef de division des ordres de recettes/DNB		
04	Récupération du dossier physique de mandatement et dépôt à la PGT	DAF		

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
PHASE COMPTABLE				
Prise en charge comptable				
02	Vérification et prise en charge du mandat de paiement	PGT	4 jours	41,2 % (543 dossiers sur les 1 318 ont été pris en charge dans un délai ≤ à 4 jours)
03	Validation du mandat de paiement	PGT		
Mise en règlement				
01	Validation et programmation pour la mise en règlement du mandat de paiement	PGT	5 jours	44,2% (46 dossiers sur les 104 ont reçu des ordres de virement ou de paiement et ont été traités dans un délai ≤ à 5 jours)
02	Emission des OV/OP et mise en règlement	PGT		
03	Récapitulation des OV/OP émis	PGT		
04	Transmission des OV/OP à la BCRG	PGT		
Paiement				
01	Réception des OV/OP par la BCRG	BCRG		30,77 % (32 dossiers sur les 104 pour lesquels les OV/OP ont été émis, été payés).
05	Paiement par la BCRG des OV/OP	BCRG		

Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

II. COMMENTAIRES PORTANT SUR LES RESULTATS DE L'ANALYSE

A. PHASE ADMINISTRATIVE

La phase administrative de la dépense est composée de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement ou du mandatement.

En décembre 2023, 1 076 projets d'engagement ont été initiés contre 637 au mois de novembre. Le nombre d'engagement validé par les Contrôleurs Financiers fait 1 413 dossiers, dont 1 138 respectant le délai de traitement de 4 jours, soit 80,54% des dossiers reçus par les Contrôleurs Financiers. Ainsi 275 des projets d'engagement reçus sont restés encours de traitement dans le circuit de la dépense après le délai imparti. Les projets de liquidation se sont chiffrés sur la période à 1 134 dossiers, pour 486 validations, soit 45,17% des projets d'engagement.

En ce qui concerne les ordonnancements, 1 490 dossiers ont été transmis par les DAF, parmi ceux-ci, 1 084 l'ont été dans les délais, soit 72,8%.

1. ENGAGEMENT

L'étape engagement est subdivisée en quatre (4) parties, qui sont :

- l'initiation de l'engagement ;
- la transmission au Contrôleur Financier ;
- la réception par le Contrôleur Financier ;
- la validation du projet d'engagement par le Contrôleur Financier.

Le délai requis pour l'initiation de l'engagement et la transmission à la Direction Nationale du Contrôle Financier est de cinq (5) jours ouvrés, ainsi, pour le mois de décembre 2023, 1 076 projets d'engagement ayant été initiés sur la chaîne des dépenses, contre 637 au mois de novembre, soit 439 dossiers de plus pour la période. Ainsi 794 ont été engagés dans les délais requis, soit 73,8%, contre 492 dossiers faisant 77,2% des engagements en novembre. Ainsi, pour les 282 projets d'engagement restants, et qui n'ont pas respecté le délai, ils devraient être traités entre 6 et 41 jours, à compter de l'initiation de la procédure d'engagement.

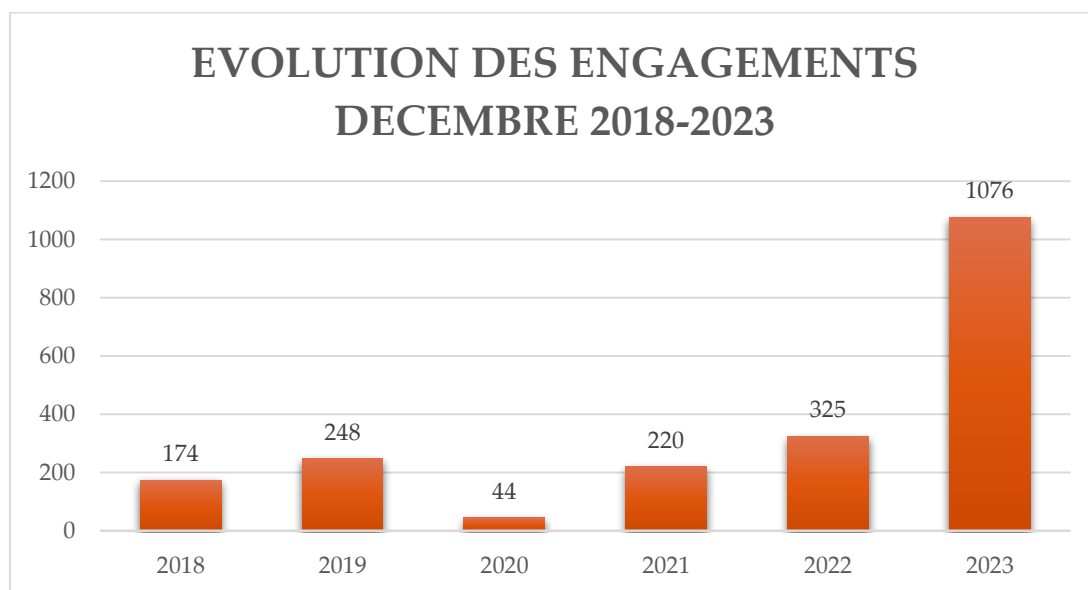
Ainsi, les projets d'engagement non transmis aux Contrôleurs Financiers dans les délais au mois de décembre 2023 sont au nombre de 282, les ministères n'ayant pas respectés ce délai sont principalement le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique pour 166 dossiers contre 172 engagés, la Présidence de la République

pour 22 dossiers contre 68 initialement engagés, le Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics pour 16 dossiers contre 25 et le Ministère de l'Environnement et du Développement du Durable pour 10 contre 97 engagements.

Pour l'étape engagement, le nombre de dossiers traité et validé est de 1 143, soit 337 projets d'engagement de plus que ce qui a été initialement engagé au compte du mois de décembre.

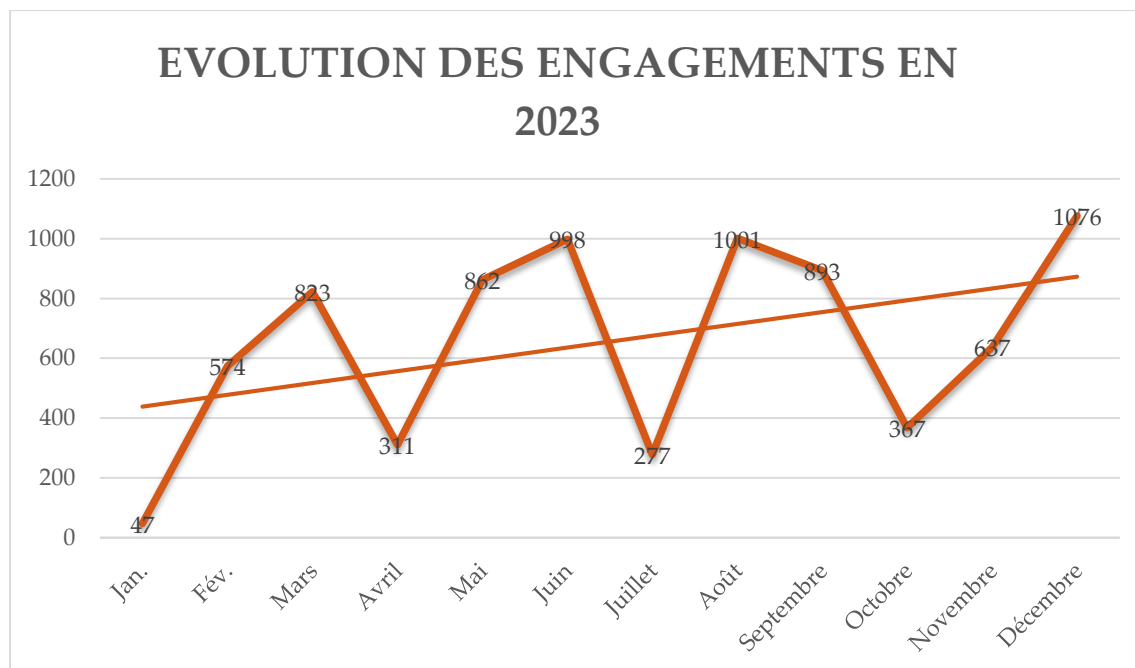
Ci-dessous le graphique sur l'historique des niveaux d'engagement aux mois de décembre des six (6) dernières années depuis 2018, suivi de celui de l'évolution des engagements au courant de l'année 2023 depuis janvier.

Figure 1: EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Décembre 2018-2023)



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 2 : SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2023



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

2. LIQUIDATION

Quant à la liquidation, la deuxième étape de la phase administrative, elle comprend :

- La création du projet de liquidation ;
- La transmission du projet de liquidation au Contrôle Financier ;
- La réception du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La validation ou le rejet du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La transmission de la liquidation au DAF.

Conformément à l'arrêté régissant les délais, les différentes sous étapes de la liquidation doivent être réalisées dans un premier délai de cinq (5) jours au maximum pour la création et la transmission et quatre (4) jours pour la validation.

Ainsi, pour ce mois de décembre 2023, pour 1 134 projets de liquidation initiés par les pools financiers des ministères et institutions.

Pour le reste, les 801 projets de liquidations non finalisés dans les délais par les DAF, ils ont été traités entre 6 et 52 jours, voire plus.

Ces 801 projets de liquidation non traités dans les délais de 5 (cinq) jours par les DAF concernent principalement le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique pour 168 dossiers contre 172 transmis, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la

Recherche Scientifique et de l'Innovation pour 166 contre 169 dossiers transmis, le Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures pour 66 dossiers, la Présidence de la République pour 62 dossiers contre 68 dossiers.

Au compte du mois de décembre 2023, seulement 453 dossiers de liquidation ont été réceptionnés par les CF, dont 333 dossiers ont été créés et transmis dans les délais par les DAF, représentant 30,38% des projets de liquidations initiés pour le mois, contre 42,3% au mois de novembre.

A noter que les actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses ne sont pas récapitulés car les acteurs n'interviennent pas tous sur la chaîne informatisée des dépenses.

3. ORDONNANCEMENT/MANDATEMENT

Au mois de décembre 2023, les DAF des différents ministères et institutions ont réceptionné 1 490 dossiers liquidés par les CF, sur ces dossiers transmis pour ordonnancement ou mandatement, 1 084 ont été traités dans les délais, soit 72,75% pour la période, soit une baisse de 16,47 points de pourcentage sur l'ensemble des ordonnancements du mois de novembre précédent.

B. PHASE COMPTABLE

La phase comptable de l'exécution de la dépense publique est composée de la prise en charge de la dépense, de l'émission des ordres de virement ou de paiement et du paiement de la dépense par le Comptable Public.

1. PRISE EN CHARGE COMPTABLE DE LA DEPENSE :

Le nombre de jour fixé pour la prise en charge d'une dépense par le comptable public est de 4 jours ouvrés à partir de la réception du mandat.

2. EMISSION DES ORDRES DE VIREMENT (OV) OU DE PAIEMENT (OP) :

L'émission des OV/OP est prévue pour 5 jours, ainsi, au mois de décembre, les Comptables Publics ont reçu 1 318 mandats de paiements, tous ont été pris en charge entre 2 et 30 jours, soit 100% pour la période. Les OV/OP ont été émis pour 104 mandats entre 1 et 30 jours, dont 32 émissions dans l'intervalle des 2 premiers jours.

3. PAIEMENT

Les délais concernant les paiements à la BCRG ne sont pas encadrés par l'instruction conjointe fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire sur les délais (vu que ces traitements sont effectués hors chaîne des dépenses). Toutefois, une programmation en amont de la chaîne des dépenses (plan d'engagement cohérent avec le plan de trésorerie) permettra de réguler les instances et de limiter l'accumulation des restes à payer.

Cependant, il ressort que, des 104 dossiers qui ont bénéficié d'un OV ou OP, 32 ont été payés au mois de décembre 2023.

Ci-dessous le tableau 2, qui présente la synthèse issue de la chaîne des dépenses et le tableau 3, récapitulatif de la situation des dossiers engagés par Ministère et Institution :

Tableau 2 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses.

MINISTERE DU BUDGET Direction Nationale des Systèmes Informatiques		Délais de traitement des dossiers dans les différents points de stationnement en Décembre 2023							REPUBLIQUE DE GUINEE Travail - Justice - Solidarité Jeudi, 18 Janvier 2024			
PHASE INTERVALLE	ENGAGEMENT			ORDONNANCEMENT/ MANDATEMENT					PAIEMENT			
	Décision d'engagement t DAF (5jours)	Reception DAF->CF	Contrôle et Validation CF (4jours)	Création et transmission liquidation DAF (5jours)	Reception DAF -> CF	Validation de la liquidation CF	Reception CF->DAF	Ordonnancement ou mandatement DAF (5jours)	Reception DAF->PGT	Prise en charge PGT (4jours)	Emission des OV/OP PGT (5jours)	Paiement des OV/OP BCRG
1-2	753	1049	943	251	350	452	1490	1032	15	87	32	2
3-4	30	158	195	37	19	15		39	456	456	9	
5	11	24	13	45	5	2		13	92	90	5	
6-8	29	44	160	26	32	8		143	31	32		
9-19	212	75	88	407	42	5		58	365	358	6	2
20-30	39		10	330	5	3		205	332	265	48	8
31-41	2		4	38		1			44	30	4	20
TOTAL	1076	1350	1413	1134	453	486	1490	1490	1335	1318	104	32

Source : DNSI/Chaîne des dépenses

Tableau 3 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution.

Ministère /Institution	Décembre	Janvier - Décembre
Présidence de la République	68	320
Primature	19	132
Ministère de la Défense Nationale	2	214
MATD	27	535
M Sécurité Protection Civile	22	111
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	53	252
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger	8	523
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	26	300
Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan	55	633
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	5	146
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	10	148
Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime	6	148
Ministère des Mines et de la Géologie	6	78
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	25	203
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	0	83
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	30	183
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	172	648
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	4	112
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	43	281

Ministère /Institution	Décembre	Janvier - Décembre
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	48	200
Ministère de l'Information et de la Communication	25	68
Ministère de la Jeunesse et des Sports	40	330
Conseil National de la Transition	0	7
Cour Suprême	1	7
HAC	0	6
Secrétariat Général du Gouvernement	1	66
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	15	70
Ministère de l'Environnement et du Développement du Durable	97	348
Ministère des Transports	7	58
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux	0	8
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	169	748
Administration et Contrôle des Grands Projets	1	7
Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	52	230
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique	11	93
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	6	178
SGPCSS-LDCO	1	92
Ministère du Budget	12	226
Cour des Comptes	0	4
Dépenses Communes de l'État	9	70
TOTAL	1 076	7 866

Source : Chaîne des dépenses

Une attention particulière devra être accordée aux dossiers non traités suivant les différentes étapes du circuit de la dépense.

Une attention particulière doit être accordée à la célérité dans la transmission des dossiers physiques qui devrait suivre la transmission électronique, car le volume de dossiers non traités suivant les différentes étapes prend de l'ampleur dans le circuit de la dépense. Le respect de cette étape participe à l'amélioration de la collaboration entre les Chefs de Division des Affaires financières (DAF) et les Contrôleurs Financiers d'une part et entre les Ordonnateurs et les Comptables Assignataires (Payeur Général du Trésor et Agent Comptable Central du Trésor) d'autre part.

En effet, il est constaté ce qui suit :

- Sur **1 076** décisions d'engagement signées par les ordonnateurs (y compris les dossiers relevant des Gouvernorats), **1 350** dossiers ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers, soit **274** dossiers de plus que ce qui a été initialement déposé.
- Sur **1 350** projets d'engagement reçus par les Contrôleurs Financiers, **1 413** ont été validés pour la période.
- Sur les **1 413** dossiers validés par les Contrôleurs Financiers, **1 134** ont été créés et transmis pour la liquidation.
- Sur **1 134** projets de liquidation, seulement **453** dossiers ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers.
- Sur les **453** dossiers réceptionnés par les Contrôleurs Financiers au compte du mois de décembre 2023, **1 490** ont été liquidés, donc plus de **1 000** dossiers ont été transmis aux DAF, étant donné qu'il n'y avait que **453** initialement déposés à cette étape.
- Ainsi sur **1 134** projets de liquidation, **486** dossiers ont été validés par les Contrôleurs Financiers pour la période et tous ont été reçus par les DAF.
- Après la validation des dossiers, les contrôleurs financiers ont déposé en retour **1 490** au lieu de **486** qui avaient été validés à l'étape précédente, comme l'indique la chaîne des dépenses.
- Pour **1 490** dossiers déposés pour ordonnancement ou mandatement, **1 335** ont été déposés au Payeur Général du Trésor, soit **155** dossiers de moins que ce qui a été mandaté ou ordonnancé. En ce qui concerne les **1 335** dossiers, ils ont tous fait l'objet de prise en charge par les Comptables Publics.

- Sur **1 318** prises en charge comptable, **104** dossiers ont bénéficié d'émission d'Ordre de Virement (OV) ou d'Ordre de Paiement (OP) et seulement **32** dossiers ont été payés, sachant qu'habituellement la chaîne des dépenses est fermée au 30 novembre de chaque exercice. Ainsi, seulement les urgences d'ordre sécuritaires et sociales et les dépenses de souverainetés ont été payées, ce qui explique ce faible niveau d'exécution au compte du mois de décembre 2023.
- En somme, sur les **1 076** projets d'engagement, **32 dossiers** ont été payés au titre du mois de décembre, contre **637** projets d'engagement **et 450** paiements au compte du mois de décembre 2023.

III. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

Une attention particulière a été portée sur la corrélation entre les engagements et les paiements depuis le début de l'exercice 2023. Cette analyse révèle le comportement des paiements par rapport aux engagements de janvier jusqu'à maintenant.

La **figure N°3** ci-dessous présente l'évolution des paiements par rapport aux engagements depuis janvier. Il a été observé que, seulement aux mois d'avril et de juillet le nombre cumulé des paiements dépasse celui des engagements. Ce qui donne une tendance positive à la courbe représentant l'évolution des paiements par rapport aux engagements au cours de l'année, mais seulement pour les deux (2) mois susmentionnés.

Cette tendance croissante de la courbe en ces 2 mois reflète en quelque sorte la bonne résilience de l'économie face aux facteurs endogènes, c'est-à-dire que les recettes projetées ont été mobilisées, ainsi les dépenses ont été exécutées comme prévu.

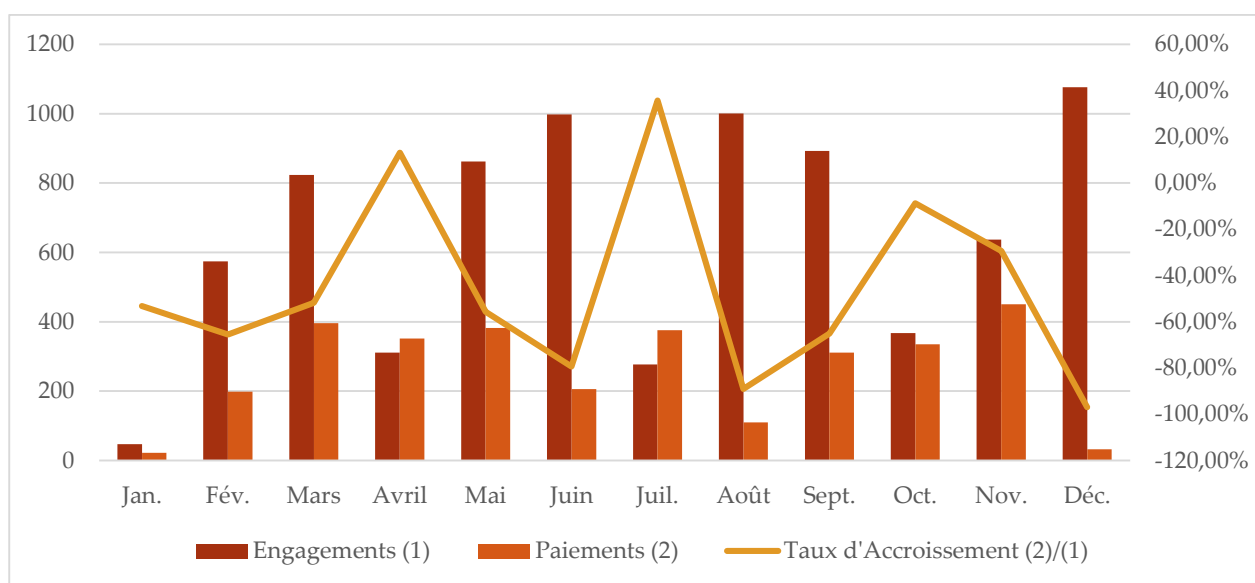
L'Etat a donc pu payer toutes les dépenses engagées comme attendu, en d'autres termes, il a pu honorer ses engagements vis-à-vis de ses partenaires en avril et en juillet 2023.

Tableau 4 : Données sur les engagements et les paiements depuis janvier.

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Engagé (1)	47	574	823	311	862	998	277	1001	893	367	637	1076
Payé (2)	22	198	396	352	382	206	376	110	311	335	450	32
Accroissement. (2)/(1)	-53,2%	-65%	-52%	13,2%	-55,7%	-79%	35,7%	-89%	-65,2%	-8,7%	-29,4%	-97%

Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 3 : EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

CONCLUSION

A l'issue des analyses, il a été observé globalement une nette contraction des paiements par rapport aux engagements, par contre il y a aussi eu accroissement du nombre de dossiers déposés et qui n'arrivent pas à maturité dans le circuit ou jusqu'au paiement.

Fait à Conakry, le.....

Ahmed Karifa DIAWARA

Pièces jointes :

- *Tableau de synthèse des délais (5 pages) ;*
- *Tableaux détaillés des délais par ministère et institutions (2 pages couvrant toutes les sections budgétaires) ;*
- *Tableau récapitulatif des engagements et paiements depuis janvier. (1 page).*
- *Trois (3) graphiques.*